

50^e Conférence des Comités – 5 décembre 2016

Résolution

Les délégués de la Confédération Générale de la Fonction Publique (CGFP), réunis en Conférence des Comités à Luxembourg en date du 5 décembre 2016,

après avoir pris connaissance de la ligne de conduite de la CGFP et de la prise de position du Comité exécutif sur les problèmes d'actualité:

approuvent le programme d'action de la CGFP portant sur la situation politique, économique et sociale, ainsi que sur les réformes en cours;

en matière de réformes:

exigent que les accords en matière statutaire et salariale conclus entre la CGFP et le gouvernement soient appliqués d'une façon conforme à la lettre et à l'esprit des textes et non réinterprétés arbitrairement par le gouvernement;

demandent que les imperfections constatées soient corrigées dans les meilleurs délais;

insistent pour que les laissés-pour-compte des réformes soient reconnus comme des cas de rigueur à traiter non pas aux calendes grecques, mais aussi rapidement que possible;

condamnent la politique de grignotage du gouvernement consistant à reprendre de la main gauche ce qui avait été concédé de la main droite, notamment en ce qui concerne les acquis sociaux;

estiment que la réforme constitutionnelle doit être le résultat d'un consensus général et non pas une pomme de discorde divisant la communauté nationale;

sont d'avis que la connaissance des institutions luxembourgeoises ainsi que de la langue luxembourgeoise sont primordiales non seulement pour l'obtention de la nationalité, mais également pour l'intégration dans la société luxembourgeoise;

considèrent que le luxembourgeois comme langue nationale doit trouver sa juste place au sein du multilinguisme, marque distinctive de notre identité nationale et notre atout majeur au niveau européen et international;

rappellent que le dialogue social authentique ne doit pas être une simple vue de l'esprit mais une réalité incontournable à la base même de la communauté nationale;

estiment qu'en matière fiscale, il convient de rééquilibrer le fardeau financier entre les personnes physiques et les collectivités;

en matière politique:

réaffirment la position d'indépendance politique de la CGFP et sa vocation à défendre les intérêts professionnels, moraux et matériels de ses membres, quelle que soit l'évolution politique du pays;

estiment que le Luxembourg doit résolument défendre ses intérêts nationaux sur la scène internationale, comme le font les autres Etats membres de l'Union européenne;

mettent en garde contre l'amalgame entre la lutte contre le terrorisme et l'afflux des réfugiés politiques qui submergent l'Europe alors que les Etats démocratiques doivent coordonner leurs actions pour répondre fermement à la menace terroriste et se montrer solidaires, dans la mesure des moyens disponibles, avec les victimes des conflits dans le monde;

en matière économique et sociale:

rappellent, concernant la «3^e révolution industrielle» selon Jeremy Rifkin, que la dimension sociale ne doit pas être sacrifiée sur l'autel de la compétitivité;

demandent au gouvernement de redoubler d'efforts en matière de lutte contre le chômage des jeunes, contre la pauvreté et contre l'augmentation des inégalités au Luxembourg;

exhortent le gouvernement à s'ouvrir plus largement à l'écoute des attentes et aspirations de la majorité silencieuse;

se prononcent résolument contre la démagogie populiste de l'extrême droite;

rappellent l'importance des valeurs morales que sont l'honnêteté intellectuelle, le travail bien fait, l'engagement personnel, le respect de l'autre, la loyauté et la solidarité;

insistent sur l'importance de l'ajustement régulier des salaires et des pensions à l'évolution générale des prix à la consommation;

estiment que la réforme de l'assurance dépendance et des établissements hospitaliers ne doit pas se faire aux dépens de la qualité des soins;

* * *

adressent un appel pressant aux membres de la CGFP à resserrer les rangs et à faire preuve de solidarité et d'unité dans l'action, garantes de son succès et de son rôle sur la scène sociale et nationale;

renouvellent leur confiance dans les instances dirigeantes de la CGFP.
